Rapport d'activités 2012

TABLE DES MATIÈRES

> Le mot de la Présidente 3

> Appui 4

Au niveau international

- Visites sur le terrain
- Participation des jeunes aux instances internationales
- Programme LIFELINE

Au niveau local

- Animation-conseil
- 2e Examen périodique universel (EPU) de la Suisse
- Collectif 17 octobre
- Rencontres Régionales
- Soutien aux activités des groupes

> Formation 11

Au niveau international

- 25ème Cours de formation de base
- Pôle de compétences en formation aux droits humains en Afrique de l'Ouest
- République Démocratique du Congo
- 16ème Cours de Base du Centre Québécois de Formation

Au niveau local

- Formations ciblées

> Promotion 17

Au niveau international et local

- Le Journal du Codap: Echos Militants
- Sites Internet

Au niveau local

- Les Cafés des Libertés

> Sensibilisation et mobilisation des jeunes en formation 18

Post Tenebras: Action!

> Vie du Codap et activités d'auto-financement 19

> Les organes 20

L'Assemblée générale
Le Bureau
Le Comité de gestion
Les Equipes et les membres
Le Conseil
La Permanence

>Remerciements 21

Bénévoles et soutiens individuels
Partenaires financiers

2012: une année de conclusion et de distinction !

L'année 2012 a été marquée par le terme d'un cycle d'activités pour ses trois programmes, à savoir le programme international, le programme national et le programme Post Tenebras Action! (PTA). Cette phase de conclusion s'est faite dans le succès et même avec des honneurs.

L'excellence du programme de notre Coordinatrice PTA, Géraldine Puig, aura été reconnue à sa juste valeur, et ceci doublement. Tout d'abord, cette dernière a reçu, pour l'ensemble de son œuvre au Codap, le Prix Droits Humains 2012 du journal *Le Courrier*. Nous la félicitons ici, et affirmons haut et fort toute notre fierté de la compter au sein de notre équipe de professionnels. Deuxièmement, l'excellence de Géraldine et du programme PTA a aussi été reconnue au sein du Département de l'instruction publique genevois (DIP), puisque celui-ci a décidé d'engager Géraldine pour lui permettre de continuer et de développer ce magnifique programme. Le Comité du Codap la remercie chaleureusement pour l'énorme travail qu'elle a accompli au sein de notre association pendant ces treize années, dont cinq dédiées à la création du programme PTA, et lui souhaite ses meilleurs voeux pour la suite de sa carrière !

La qualité et la pertinence du travail de notre association ont aussi été relevées à l'occasion de l'anniversaire de 10 ans de l'adhésion de la Suisse à l'ONU par la désignation du Codap comme bénéficiaire, avec le Centre pour les Droits Civils et Politiques, d'une vente aux enchères d'oeuvres d'art produites dans le cadre de la performance *Human Writes* de la Forsythe Company sur le thème de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

Le programme national a conclu un partenariat de six ans avec la Lotterie Romande. Après une année 2011 délicate en termes de gestion et de réalisation de ses activités, le programme national a renoué avec le succès en organisant de nombreuses activités sur le plan local. En outre, le Codap a activement participé à la campagne de lobby dans le cadre du deuxième passage de la Suisse devant le Groupe de travail de l'Examen Périodique Universel. Au terme de cette collaboration, des nouveaux partenariats se dessinent pour l'année 2013.

Quant au programme international, le Codap a poursuivi et conclu avec succès les activités lancées lors des deux premières années du programme:

Le traditionnel Cours de Formation de Base à l'action en faveur des droits fondamentaux (CFB) du Codap a fêté sa 25ème édition. A l'occasion de cet anniversaire, un débat sur le cybermilitantisme a été organisé lors de la semaine du cours. Le cours a également bénéficié d'une restructuration visant à apporter plus de cohérence au volet dédié à l'accompagnement des projets des jeunes défenseurs et défenseuses des droits humains. Un module sur la sécurité informatique a été ajouté au programme afin d'initier les jeunes à la protection des

données. Ceux-ci se sont distingués par leur activisme, leur envie de progresser et de faire progresser les droits humains, ainsi que leur sens de l'engagement citoyen.

Notre partenaire burkinabè, le Centre d'Information et de Formation d'Afrique en matière des Droits Humains (CIFDHA), a confirmé son excellente maîtrise d'organisation du pôle de compétences en formation aux droits humains avec une troisième édition des Universités d'été qui a remporté un franc succès auprès de ses bénéficiaires. Le CIFDHA a encore gagné en notoriété en nouant des nouveaux partenariats avec des organisations prestigieuses. Avec le thème de la Responsabilité Sociale des Entreprises (RSE), le CIFDHA a, en outre, démontré une fois de plus sa capacité à se saisir de thème d'actualité et à produire un programme de cours fort pertinent.

L'année 2012 a aussi été marquée par des contributions remarquables des jeunes du réseau international du Codap lors de divers examens d'Etats à Genève. Avec le début du second cycle de l'Examen Périodique Universel (EPU), de nombreux pays où le Codap possède des partenaires figuraient sur l'agenda cette année. L'écho qu'ont systématiquement reçu les rapports et interventions des jeunes défenseurs et défenseuses des droits humains ont démontré d'une part leur maîtrise de ces mécanismes de protection des droits humains, d'autre part l'importance stratégique pour le Groupe de Travail de l'EPU ainsi que pour les experts des comités onusiens a bénéficié d'information de première main provenant du terrain.

Au terme de ces trois ans de programme international, un nouveau programme triennal est en préparation avec, pour objectif principal, la création d'un pôle de compétences régional en Afrique du Nord initié avec un partenaire tunisien.

Le Comité se félicite finalement de l'intégration de nombreux nouveaux membres actifs au sein des différentes équipes de travail de notre association et se réjouit de poursuivre avec eux la formidable aventure du Codap.

Alina Calmac

Présidente du Codap

Appui

L'axe fondateur du travail du Codap est l'appui aux jeunes défenseurs des droits de l'Homme, en Suisse ou à l'étranger. Ainsi, l'ensemble des activités annuelles s'articule dans la perspective de soutenir les jeunes qui s'engagent pour la défense des droits fondamentaux.

Au niveau international

Durant cette deuxième année du programme Autonomisation et protection des jeunes défenseurs et défenseuses des droits humains, le Codap a poursuivi avec succès les activités initiées lors de la première année du programme.

Le pôle de compétences en formation aux droits humains a connu une seconde édition particulièrement réussie qui a permis au Centre d'Information et de Formation d'Afrique en matière des Droits Humains (CIFDHA) de gagner en notoriété au Burkina Faso. Le choix de la thématique de l'impunité et la justice pénale internationale et l'invitation d'un expert international de qualité ont contribué au succès de ce deuxième volet.

Par ailleurs, la permanence de protection des militants, baptisée Lifeline et initiée en 2010, a poursuivi ses activités en raison des crises à répétition qui sont survenues en 2011 et qui ont touché certains membres du réseau international du Codap avec, fort heureusement, un impact relativement faible.

Visites sur le terrain

A la demande de l'ONG slovène Ekvilib Institute, le Codap a réalisé une formation pour des jeunes défenseurs des droits humains à Ljubljana lors d'une mission de terrain qui a eu lieu du 2 au 15 novembre 2012. Etant donné le contexte de la crise économique qui frappe pleinement le pays, la formation a porté spécifiquement sur les droits économiques, sociaux et culturels (DESC) et le pacte de l'ONU s'y référant, que la Slovénie a ratifié lors de son indépendance. 21 jeunes militant-e-s en droits humains et étudiant-e-s ayant pour projet de s'engager pour cette cause, venus de la capitale et de régions, ont participé à cette formation, baptisée Act Right.

Le Codap a assuré la première moitié du cours du 5 au 14 novembre 2012 en offrant une introduction aux droits humains et leurs mécanismes de protection du système universel, ainsi que des outils de base en stratégie d'action et stratégie de communication. Par ailleurs, le Codap a collaboré avec la Coalition suisse romande sur les droits économiques, sociaux et culturels, qui a envoyé un membre sur place afin de partager l'expérience de campagne de lobby effectuée en 2009 dans le cadre de l'examen de la Suisse devant le Comité de l'ONU en charge du contrôle de l'application de ces droits.

Deux autres semaines de formation ont par la suite été organisées sur des thématiques des droits économiques, sociaux et culturels propres à la Slovénie, ainsi que sur le principe de discrimination en rapport à ces droits. Des experts locaux sont intervenus lors de cette formation, parmi lesquels l'actuel Ombudsman des droits humains de la République de Slovénie.

Participation des jeunes aux instances internationales

Conséquence directe de nos interventions sur le terrain, plusieurs jeunes défenseurs et défenseuses des droits humains de notre réseau ont entrepris un travail de témoignage au sein de différents organes des Nations Unies en 2012:

- Mohamed Jihed Andolsi de l'Association Développement, Démocratie, Droits de l'Homme (Association 3D) est venu du 28 au 30 mars 2012 pour participer à la première pré-session de l'Examen Périodique Universel (EPU) de la Tunisie. Ce nouveau type de réunion a été instigué par l'ONG UPR-Info, avec lequel le Codap a collaboré pour la venue de M. Andolsi. Ces pré-sessions officieuses précéderont dorénavant les sessions d'EPU de l'ONU. La raison d'être de ces réunions est de favoriser le dialogue entre la société civile des Etats prochainement examinés et les missions diplomatiques présentes à Genève désirant travailler sur l'examen de ces Etats. Ces pré-sessions permettent d'une part à la société civile de coordonner leurs messages dans leur campagne de plaidoyer, d'autre part de s'assurer que leurs messages soient reçus suffisamment tôt pour que les missions diplomatiques puissent les analyser afin de les reprendre le cas échéant comme recommandations lors de l'EPU. Ces pré-sessions sont complémentaires aux démarches bilatérales menées entre ONG et missions diplomatiques.
- Sami Ben Younes, en charge de la section pour les droits des personnes en situation de handicap du Conseil National des Libertés de Tunisie (CNTL), s'est rendu à Genève du 17 au 29 mai 2012 pour participer à l'Examen Périodique Universel de la Tunisie. Grâce à son travail auprès des diplomates, une dizaine d'Etats membres du Conseil des Droits de l'Homme ont formulé une recommandation à la Tunisie relative à la protection des personnes handicapées. Le Codap a également mis en contact M. Ben Younes avec des élus de la constituante genevoise travaillant spécifiquement sur ces droits, afin qu'il puisse en tirer les bonnes pratiques. Ces échanges lui ont permis de perfectionner son plaidoyer au sein de la constituante tunisienne, ce qui a contribué à l'adoption d'un article sur le droit des personnes handicapées dans la nouvelle constitution. Ceci représente une avancée majeure dans un pays où les personnes en situation de handicap sont traditionnellement perçues comme des personnes auxquelles est rattachée un statut d'assistés et non comme des personnes à part entière au bénéfice de droits et devoirs, en particulier celui du droit à la participation à la vie publique.
- Imad Boubekri, membre du Mouvement de la Jeunesse Indépendante pour le Changement (MJIC), s'est rendu à Genève du 24 au 31 mai 2012 pour participer à l'Examen Périodique Universel de l'Algérie. Le rapport qu'a écrit M. Boubekri au nom du MJIC a été largement repris dans le rapport du Haut Commissariat aux Droits de l'Homme reflétant le point de vue

de la société civile. M. Boubekri a relevé avec justesse les amendements préoccupants apportés à la loi sur les associations, comprenant notamment le passage du régime déclaratif au régime approbatif pour toute création d'association, l'obligation de demander une autorisation d'exercer ses activités pour les associations existantes et le droit d'ingérence de l'Etat pour toute association recevant des fonds provenant de l'étranger. Malgré la reprise des recommandations du MJIC par des Etats membres du Conseil des Droits de l'Homme, l'Algérie a littéralement boycotté celles-ci. Elle ne s'est prononcée ni sur l'acceptation ni sur le rejet d'aucune d'entre elles.

- Vincent Adanvoessi, président de l'Ecole Instrument de Paix – Bénin (EIP-Bénin) et délégué de la Coalition pour l'Examen Périodique Universel (CEPU-Bénin), est venu à Genève du 19 septembre au 5 novembre 2012 pour participer à l'Examen Périodique Universel du Bénin. Il a effectué une campagne de plaidoyer auprès de missions diplomatiques dans le cadre l'EPU, mais également de réseautage intensif auprès d'organisations international et d'ONG à Genève pour trouver des relais disposés à travailler sur des problématiques des droits humains affectant le Bénin. Par son travail, la CEPU-Bénin est parvenue à faire prendre entièrement en compte plusieurs de ses recommandations par les différentes missions et ambassadeurs de la session, notamment sur les thèmes de l'exploitation des enfants, du traitement des détenus, du droit à l'éducation et sur l'abrogation de la peine de mort.
- Lydia Ouedraogo, présidente du Centre de Formation et d'Information en matière des Droits de l'Homme (CIFDHA) au Burkina Faso est venue du 24 au 31 octobre 2012 en vue de préparer l'Examen Périodique Universel de leur pays en 2013 et suivre le cours de formation sur l'EPU du Centre international de formation pour l'enseignement des droits de l'homme et de la paix (CIFEDHOP).
- Niya Bogomilova du Bulgarian Gender Research Forum (BGRF) est venue du 18 au 22 novembre 2012 afin de participer à la 49ème session du Comité des Droits Economiques, Sociaux et Culturels en présentant leur rapport alternatif lors de l'examen de l'Etat bulgare. Lors de la séance d'audition de la société civile organisée par le Haut Commissariat aux Droits de l'Homme, le BGRF a été l'unique organisation présente à représenter la société civile bulgare, ce qui traduit une certaine difficulté financière à envoyer des délégations à Genève. Le rapport du BGRF a reçu un très bon écho auprès des experts du comité qui ont entendu la délégation BGRF avant, pendant et après la session orale de l'Etat bulgare. Le BGRF tire un bilan très positif de leur intervention puisque le Comité a repris la majorité des recommandations émises par le BGRF, notamment sur le thème de la discrimination à l'égard des femmes, du chômage parmi les jeunes, des femmes et des

minorités, de la violence domestique et du traitement des personnes souffrant du SIDA ou de la maladie d'Alzheimer.

En outre, des activités d'appui à la participation aux instances des Nations Unies ont été réalisées durant l'année 2012:

- Diffusion régulière d'un agenda des activités des institutions internationales et régionales sur les réseaux de jeunes défenseurs et défenseuses du Codap;
- Publication de la rubrique « Agir à l'international » dans le journal du Codap, l'Echo Militant;
- Participation à une coalition d'ONG genevoises gérant la page d'orientation www.humanrightsportal.org pour le Conseil des Droits de l'Homme.

LIFELINE

La Lifeline est une ligne d'urgence permettant d'apporter une aide directe aux jeunes défenseurs et défenseuses en danger.

Malgré les événements politiques qui ont créé des tensions et des violences en 2012, en particulier la crise du Mali, le Codap constate avec soulagement que relativement peu de membres de son réseau international ont été inquiétés par des menaces directes ou des atteintes à leurs droits fondamentaux. Ainsi, le recours ultime de la ligne d'urgence Lifeline, à savoir l'évacuation dans un pays limitrophe et l'envoi d'une bourse d'urgence, n'a pas été nécessaire pour les cas de 2012, comme cela l'a été en 2010 et 2011.

Pour les cas où des jeunes ont été inquiétés, des actions d'aide spécifique ont été mises en place et ont permis de les secourir ou de leur venir en appui:

- Algérie: Le Codap a continué à suivre le procès d'un jeune défenseur des droits humains arrêté par la police suite à sa participation à une manifestation dans le cadre des revendications aux droits fondamentaux en janvier 2011. Suite à la découverte sur lui d'une carte de membre de la Ligue Algérienne de Défense des Droits de l'Homme (LADDH), il avait été placé en garde à vue puis inculpé pour délit d'attroupement non armé, agression avec violence sur les agents de la force publique selon les articles 98 et 148 du Code pénal algérien. Après trois reports de son procès en 2011, il avait été acquitté une première fois, mais le procureur avait fait appel. La Cour de la ville de Lagouhat a finalement et définitivement acquitté ce jeune membre du réseau le 17 avril 2012.
- Mali: Suite à la perte du territoire du Nord Mali par les forces armées maliennes et au coup d'Etat dans la capitale le 21 mars 2012, le Codap a suivi de près la situation afin de se renseigner via ses réseaux sur les menaces pesant sur les jeunes défenseurs des droits humains. Le Codap a encouragé

avec insistance les membres de son réseau au Mali à faire preuve d'une grande prudence et de ne pas s'exposer à des risques inutiles. Fort heureusement, aucun membre du réseau du Codap n'a été inquiété jusqu'alors dans le cadre la crise que vit actuellement le Mali.

- Guinée: Le 10 mai 2012, une manifestation de l'opposition ayant rassemblé plusieurs milliers de personnes revendiquant des élections législatives libres et transparentes a été le théâtre de heurts avec les forces de l'ordre et fait environ 19 blessés parmi les participants. Dans le cadre de ces événements, un jeune membre du Centre pour la Promotion et la protection des Droits de l'Homme (CPDH) s'est rendu sur place pour effectuer une observation citoyenne de l'action des forces de l'ordre. Il a alors été pris a partie par des agents de police, qui lui ont confisqué son appareil photographique. Il a ensuite été molesté et a reçu un coup de matraque sur l'oreille droite qui a temporairement affecté son audition. Cette personne a alors immédiatement informé le Codap, qui a pris contact avec la Fédération Internationale des Droits de l'Homme (FIDH) pour la renseigner sur la situation et anticiper un éventuel recours à l'Observatoire de protection des défenseurs des droits de l'Homme. Suite à une série d'échanges sur plusieurs jours, la situation de ce jeune membre du CPDH ne s'est heureusement pas détériorée et le Codap a été en mesure de cesser sa permanence d'urgence.

Au niveau local

2012, dernière année du second programme d'appui local, aura été des plus plaisantes à mener, après une année 2011 particulièrement difficile. Bien plus productive qu'en 2011, le Codap aura pu atteindre l'ensemble de ses objectifs, voire aller plus loin dans certains domaines que ce que nous avions prévu.

Animation-conseil

Le Codap intervient auprès de nombreux groupes afin d'apporter des conseils et de l'appui lors de la mise en place ou de la réalisation de leurs différentes activités. Le secret d'une bonne animation-conseil consiste à orienter et aider les groupes qui en font la demande sans jamais se substituer à eux, ni dans les démarches, ni dans la réflexion. C'est en tous les cas cette philosophie d'action que le Codap s'entête, depuis 26 ans, à mettre en œuvre, et les succès rencontrés en 2012 démontrent, si cela est encore nécessaire, qu'elle fonctionne. Ainsi, le Codap renforce les initiatives des groupes en leur proposant des orientations stratégiques, des contacts avec des experts, ou encore de se mettre en relation avec d'autres groupes de militants travaillant sur des thématiques similaires. De la création du groupe à la relecture de projet, au soutien et à l'encadrement de réflexion de restructuration en passant par la mise en place

de formations ponctuelles complètement adaptées aux nécessités et besoins des groupes, la nature des interventions d'animation-conseil du Codap reste encore et toujours diverse et variée. En 2012, le Codap a travaillé avec de nombreuses organisations de jeunes dans ce domaine telles que : le Collectif 17 octobre, Youth LGBT Suisse, le Groupe des Jeunes d'ATD-Quart-monde Genève et Suisse, Stop Suicide, Interreactions, Mesemrom, FIAN-Suisse, Accrux, Cinépartage, Euforia, Gimun, les jeunes d'Incomindios, Loco-motiv', Upload, et quelques groupes ayant souhaité ne pas se constituer en association, préférant la forme plus informel du Collectif.

2e Examen périodique universel (EPU) de la Suisse

Tout comme il y a quatre ans, le Codap a dignement représenté la Société Civile romande au sein du Groupe de pilotage de la Coalition des ONG pour l'EPU de la Suisse devant le Conseil des droits de l'homme à Genève. Nous avons activement participé à la rédaction du rapport de la société civile, qui comprenait 41 entrées thématiques différentes, ainsi qu'à la campagne de lobbying de la Genève internationale pour obtenir que les États membres du Conseil reprennent les recommandations que la Coalition avait formulée. La voix des jeunes suisses a donc été entendue jusqu'au Conseil des droits de l'homme, puisqu'environ 70 % des 140 recommandations faites à la Suisse lors du Dialogue interactif du 29 octobre 2012 étaient presque mot pour mot tirées de notre rapport.

Collectif 17 octobre

Tout comme en 2010 et 2011, le Codap a pris part à l'organisation d'une journée de réflexion le 14 octobre sur la lutte contre l'extrême pauvreté. Cette année, c'est au Temple des Pâquis que cette journée s'est tenue. Les jeunes d'ATD, de Mesemrom, d'AI-Unige et de Fian-Suisse ont largement pu bénéficier d'appui et de formations dans ce cadre. Ce troisième opus s'est, lui aussi, vu terminer en point d'orgue le 17 octobre, le Collectif ayant été reçu très officiellement par la direction de l'ONU à Genève, avec le soutien de son Secrétaire général, qui y a adressé un message.

Rencontres Régionales

En 2012, ce n'est pas une, mais deux Rencontres Régionales qui ont été organisées, de manière à rattraper le retard pris après l'année difficile que fut 2011 sur ce point. La première s'est tenue courant février 2012 avec 5 participants, sur la thématique du droit d'asile. Aldo Brina, Chargé d'information et de projets au CSP-Genève et porte parole du domaine asile de Genève nous a fait l'honneur de sa présence durant ce weekend pour aider les jeunes à monter leurs projets. Merci infiniment à lui.

La seconde quant à elle s'est tenue lors du traditionnel dernier weekend d'octobre, toujours à l'Auberge pour tous de Vallorbe, cet endroit étant définitive-

ment très bien et très dans nos prix pour ce genre de weekend. Le thème de cette rencontre était la Responsabilité sociale des entreprises, et 7 participants y ont pris part, et ont développé des projets forts intéressants. M. Raul Muñoz, Directeur du Réseau international pour les droits humains (RIDH) et grand spécialiste de cette thématique, nous a fait l'honneur de passer le samedi avec nous pour nous instruire, et pour aider les jeunes participants à orienter leurs réflexion vers l'action. Merci infiniment à lui.

Soutien aux activités des groupes

Le Codap propose de l'appui technique sous la forme d'impressions gratuites d'affiches et flyers, de prêt de matériel, et de conseils techniques et aides à la réflexion stratégique et philosophique en termes d'organisation et de gestion associative, ainsi que le financement de billets de train pour des déplacements lors de rencontres militantes.

Ainsi, en 2012, le Codap a produit plus de 19'000 affiches et autres flyers, il a mis à la disposition de plusieurs groupes son vidéoprojecteur, un ordinateur portable ainsi que sa salle de conférence équipée. Ces appuis techniques restent donc des services forts appréciés des groupes de jeunes, et l'on peut noter depuis quelques années une tendance positive dans l'évolution de leur fréquence d'utilisation. Concernant l'aide à la réflexion stratégique et philosophique dans la gestion associative, plusieurs groupes en formation en ont bénéficié, comme par exemple Loco-motiv', ou encore Accrux ou Upload.

Formation

Le Codap organise des formations pratiques destinées à des jeunes défenseurs des droits humains de 15 à 30 ans. Elles apportent des connaissances de base sur les droits humains et donnent des outils concrets en matière de stratégies d'action et de communication afin de permettre aux jeunes de développer des projets concrets.

Au niveau international

25ème Cours de Formation de Base

Du 6 au 15 avril 2012 s'est tenue la 25ème édition du Cours de Formation de Base à l'action en faveur des droits fondamentaux (CFB). Ce cours a réuni 18 jeunes défenseurs et défenseuses venus de 11 pays, nommément : Algérie, Burkina Faso, République Démocratique du Congo, Côte d'Ivoire, Guinée, Mali, Maroc, Roumanie, Sénégal, Suisse et Tunisie. Il est à noter que le Codap déplore deux désistements de dernière minute, de la part d'une candidate algérienne et d'un candidat rwandais, qui avaient été retenus pour le cours. La formation s'est tenue à la colonie de la Cézille dans la commune de Begnins (VD).

Par ailleurs, et suite à la dynamique qui avait été lancée en 2011 en réaction au renversement du régime en Ben Ali, le Codap a fourni un effort particulier dans la réactivation du réseau de jeunes défenseurs en droits humains en Tunisie. 4 jeunes Tunisiens et Tunisiennes ont ainsi été invités à prendre part au 25ème CFB.

En plus des participants, le Codap a eu le plaisir d'accueillir 4 formateurs-trices invité-e-s, venus respectivement du Burkina Faso, de Guinée, de Haïti et du Sénégal. Ceux-ci ont été intégrés à l'équipe de formateurs du Codap et des échanges sur les techniques pédagogiques ont ainsi pu avoir lieu tout au long de la formation.

Concernant le programme de formation, la structure du cours a été revue suite aux conclusions tirées du bilan de cours en 2011. Les trois parties traditionnelles qui composent les formations Codap ont été maintenues ; à savoir les mécanismes de protection des droits humains des systèmes régionaux et universels, l'usage de l'information et de l'interaction avec les médias et une partie sur les stratégies d'action et la gestion de projet. Cependant, le programme a été modifié de manière à allouer plus de temps au volet stratégies d'action et à répartir ce volet tout au long du cours afin qu'il en constitue le véritable fil rouge.

Dès le dépôt de leur candidature, les participants ont été amenés à communiquer la problématique sur laquelle ils souhaitaient travailler et les actions qu'ils comptaient mener. Ces ébauches de projet ont, lors du cours, servi de base de travail pour évoluer en plusieurs étapes jusqu'à la présentation sous forme de cadre logique de leur futur projet devant des experts en la matière. Grâce à la répartition de ce volet comme fil rouge du cours, les participants étaient ainsi en mesure de tirer de chaque enseignement ce qui était utile pour leur projet et profiter de la durée des 10 jours de formation pour mûrir leurs idées.

Par ailleurs, le volet « usage de l'information » a bénéficié d'une mise à jour avec la création d'un module sur la protection des données sur internet. Le Codap a collaboré pour ceci avec l'ONG Tactical Technology Collective, qui produit un excellent manuel sur le sujet intitulé Security In-a-box, ainsi qu'avec un professionnel de la sécurité informatique qui a donné aux participants une heure de sensibilisation à la thématique. Un débat a également été organisé le jeudi soir dans un café genevois sur les risques et les opportunités du cybermilitantisme. Deux experts, membres respectivement de Reporters Sans Frontières et l'ONG Avaaz ont dialogué avec les participants et le public présent lors de cette soirée.

En outre, deux visites ont été agendées à Genève pendant la semaine: une visite au Haut Commissariat des Droits de l'Homme, lors de laquelle les participants ont eu deux présentations d'expert; et une visite au Grand Conseil de

l'Etat de Genève, où les participants ont été reçus par le chef du protocole et ont eu une présentation sur l'Office des Droits Humains.

Lors du bilan du cours, l'équipe des organisateurs a relevé la pertinence des modifications apportées à l'occasion de la 25ème édition du CFB et l'impact positif quant à l'amélioration du travail pédagogique effectué pour les jeunes militants en droits humains. Le Codap a donc décidé de maintenir cette nouvelle formule pour l'année prochaine tout en prêtant attention à quelques nouveaux modules qui mériteraient d'être plus aboutis dans leur forme.

Suite à l'édition 2012 du cours, de nombreux projets concrets sont en cours de préparation ou été réalisés, dont notamment :

- la mise en place d'une structure d'accompagnement judiciaire en Côte d'Ivoire afin de favoriser l'accès à la Justice et à la réparation pour les victi:
- la mise en oeuvre d'activités de plaidoyer et de lobbying auprès des instances nationales et internationales afin de garantir le droit des personnes handicapées dans la nouvelle Constitution tunisienne ;
- l'organisation d'une formation en Tunisie à l'intention des jeunes défenseurs de droits humains en partenariat avec le Codap.

Pôle de compétences en formation aux droits humains en Afrique de l'Ouest

La troisième édition des Universités d'été du Centre d'Information et de Formation en matière de Droits Humains en Afrique (CIFDHA), conjointement organisée par le Codap, s'est tenue du 23 au 28 juillet 2012 à Ouagadougou au Burkina Faso.

Cette troisième session d'étude a porté sur le thème de la Responsabilité Sociale des Entreprises (RSE). L'approche adoptée a été celle de la responsabilité des entreprises en matière des droits humains.

38 participant-e-s se sont déplacés depuis le Bénin, la Côte d'Ivoire, la Guinée, le Mali, le Niger, le Sénégal, le Togo et de divers endroits du Burkina Faso afin de participer à ses travaux. Cette troisième édition a eu comme particularité la sélection de 7 de ces participant-e-s parmi les étudiants de la Fondation 2IE. La Fondation 2IE est un institut international d'enseignement et de recherche spécialisé dans les domaines de l'eau, de l'environnement, de l'énergie, du génie civil et des mines. Reconnu comme pôle d'excellence dans la formation d'ingénieurs pour tout le continent africain, cet institut a accueilli dans ses locaux les Universités d'été en droits humains du CIFDHA durant deux années consécutives. Etant donné la proximité de leur domaine de compétence avec le thème de la RSE, la Fondation 2IE a souhaité pousser plus loin le partenariat

en faisant donc participer certains de leurs étudiants ayant gagné un concours d'excellence, mais aussi en présentant pendant un après-midi leur approche de la RSE dans leur travail et en organisant une visite de leur site de recherche.

Le succès qu'a suscité cette troisième édition des Universités d'été en droits humains auprès de jeunes participants est grandement dû à la qualité d'intervention des deux experts de la formation : Olivier Maurel, professeur associé à l'Institut d'Administration des Entreprises (IAE) G. Eiffel – Université Paris-Est Créteil ; et Urbain K. Yameogo, enseignant à la Chaire de responsabilité sociale et de développement durable de l'Université du Québec à Montréal (UQAM), par ailleurs, également membre du Conseil du CIFDHA. L'enseignement des experts a été marqué d'un certain dynamisme provenant du fait qu'ils avaient déjà collaboré ensemble à de nombreuses reprises. Ils ont notamment créé le programme « Afrique responsable », visant à former des experts en RSE dans la région ouest-africaine et à effectuer une veille des médias sur ce thème dans chaque pays. Les rencontres qu'ont permis cette session d'étude sur la RSE ont du reste donné lieu à des potentielles collaboration entre des jeunes défenseurs des droits humains et ce programme.

Lors de ces Universités d'été en droits humains, les participants ont reçu une formation sur le système universel, africain et national des mécanismes de protection des droits de l'Homme, et plus spécifiquement sur les notions et institutions relatives à la RSE. Suite à une historique du concept de RSE, la formation a porté sur les enjeux actuels dans ce domaine, sur les normes et principes directeurs en matière de RSE, sur l'intégration du respect des droits humains dans le management des entreprises et sur les réparations en cas de violations des droits de l'Homme commises par les entreprises.

De plus, les participants ont été formé à la gestion de projet et aux techniques de campagne dans le cadre de l'action militante. Plusieurs cas d'étude ont été analysés tels que la campagne d'Amnesty International sur les activités de la compagnie Shell au Nigeria. Par ailleurs, le partenariat avec l'ONG anglaise « Tactical Technology Collective » a été renouvelé afin de procurer aux jeunes du matériel pédagogique sur la sécurité informatique. Le module sur la protection des données sur internet a ainsi permis aux associations locales de mettre en place ou revoir leur stratégie de sécurité informatique.

Le mercredi soir un débat a été organisé sur la RSE dans le cadre des séances « Café des droits de l'Homme » du CIFDHA. Le gouvernement du Burkina Faso, représenté par ses ministères en charge de l'économie, de l'environnement, des carrières et des mines, y a été convié afin qu'il présente aux participants et aux organisations syndicales et de défense des droits de l'Homme invitées, ses initiatives en matière de développement durable. La Stratégie de Croissance Accélérée et de Développement Durable (SCADD) mise au point par l'Etat bur-

kinabè pour son développement économique de 2011 à 2015 a alors fait l'objet d'un débat entre tous les acteurs présents lors de cette soirée.

En marge des Universités d'été, une visite de trois jours sur le terrain a été prévue afin de renforcer les capacités des membres du CIFDHA et du Codap en matière de monitoring de RSE à travers l'enseignement de M. Olivier Maurel. La délégation s'est rendue à Yabiro dans le sud du Burkina Faso afin de visiter un site d'orpaillage artisanal ainsi qu'un autre site en voie d'industrialisation.

Le réseau régional mis en place sous la forme d'une plateforme d'échange multimédia en 2010, a été renforcé par les participants de cette année devenus à leur tour membres du réseau du pôle de compétences. Cette plateforme permet l'entretien des contacts, l'échange des informations, notamment sur l'agenda international des mécanismes de protection des droits de l'homme de l'ONU et le suivi du développement de projets.

A l'issue de ces Universités d'été, quatre projets en lien avec la responsabilité sociale des entreprises ont été retenus, qui seront organisés respectivement :

- au Bénin pour l'amélioration des conditions de travail dans le secteur de la manutention portuaire,
- au Sénégal pour lutter contre les discriminations à l'égard des femmes dans le monde des entreprises basées à Dakar,
- au Togo pour contribuer à l'amélioration des conditions de travail des employés de la zone franche de Lomé,
- et enfin au Burkina Faso pour sensibiliser les autorités sur le problème de l'impact de l'industrie d'extraction aurifère sur la qualité de l'eau dans le nord du pays.

République Démocratique du Congo

Le Codap s'est déplacé à Kinshasa pour organiser conjointement avec le Centre d'Amitiés Suisse-RDC, une ONG congolaise, la première formation en Afrique Centrale depuis sa création, il y a 25 ans.

Cette formation, qui s'est tenue du 3 au 7 septembre 2012, à la Maison des Droits de l'Homme du Centre Carter et au Centre Nganda, a réuni 30 jeunes défenseurs des droits humains venus de plusieurs provinces de la République Démocratique du Congo: du Bas Congo, du Katanga, du Kivu et naturellement de Kinshasa. 5 d'entre eux ont également fait le déplacement depuis le pays voisin du Congo Brazzaville.

La formation a porté sur les trois domaines généraux du Codap visant à renforcer les capacités des jeunes militantes et militants des droits humains, à savoir les instruments juridiques des droits de l'Homme et leurs mécanismes de protection, la gestion de l'information et la communication, ainsi que finalement la

stratégie d'action et la gestion de projet. Etant donné la précarité actuelle des défenseurs des droits humains, un module spécial a été consacré aux risques liés au militantisme en RDC et aux moyens de prévenir ceux-ci, via notamment les réseaux régionaux et internationaux de protection de défenseurs des droits humains, ainsi que sur la manière de protéger efficacement les données informatiques de son ONG.

Au courant de la semaine, se sont succédés des experts du Bureau conjoint du Haut Commissariat des Droits de l'Homme, une présidente de la Commission parlementaire et des intervenants dans des thématiques aussi divers que les droits économiques, sociaux et culturels, les droits des femmes et les droits des enfants. Des spécialistes en communication ou en protection des défenseurs des droits humains ont également assuré des cours pour ces jeunes militantes et militants des droits humains engagés dans des ONG travaillant au niveau local.

16ème Cours de Base du Centre Québécois de Formation

Du 5 au 8 octobre 2012 s'est tenue la traditionnelle formation du Centre de Formation Québécois pour les jeunes en matière de droits humains (CQF), à laquelle le Codap contribue depuis plus d'une dizaine d'années. Cette année, la formation a réuni 17 participant-e-s intéressé-e-s par la question du parcours migratoire et ses implications en matière des droits humains.

La migration est un sujet suscitant de vives préoccupations de la part de la société civile au Canada, suite à l'instauration de la loi C-31 vivement critiquée pour porter préjudice au droit d'asile, notamment en refusant désormais toute demande d'asile de la part de ressortissants du Mexique.

Durant cette session de formation, se sont succédés des ateliers interactifs sur les notions de base des droits humains et leurs mécanismes de protection, ainsi que sur les étapes pertinentes pour organiser une intervention dans les médias. Plusieurs intervenants ont contribué à cette formation par une présentation ou un atelier dans ces domaines, ou en donnant des nouvelles idées d'action originale, tel le collectif montréalais «Question ouverte», qui vise à utiliser l'espace urbain pour questionner ses concitoyens sur leur rapport à la migration.

Au niveau local

Formations ciblées

Le Codap offre des formations spécifiques pour les groupes de jeunes en Suisse Romande. Développées selon les attentes des groupes, mais aussi en fonction de l'analyse des dits groupes par la permanence, ces formations collent parfaitement aux besoins et aux attentes de ceux-ci. Plus ciblées que la Rencontre Régionale, elles permettent aux participants de renforcer leurs capacités dans

un domaine donné, par exemple avant la mise en route d'un projet.

En 2012, ce service a fait le plein. Nous avons organisé pas moins de 8 formations ciblées : Stratégies de communication, d'action et de financement pour Stop Suicide, deux ateliers de stratégies de financement dans le cadre du réseau des Changemakers d'Euforia, stratégie de communication et communiqué de presse pour Mesemrom et ATD Quart Monde, introduction aux notions de base du droit international des droits humains pour Incomindios.

Promotion

La promotion vise à la fois à défendre le rôle des jeunes dans les initiatives pour la protection des droits humains, et à susciter l'engagement de nouvelles personnes pour cette cause. Le Codap met en place des moyens pour informer les jeunes, diffuser des informations et aider les militants à promouvoir leurs activités.

Au niveau international et local

Le Journal du Codap: Echos Militants

Prenant le pas sur le changement d'identité visuelle de l'association, le journal du Codap a fait peau neuve en se donnant un nouvel intitulé : Echos Militants. Ce titre a été choisi car il reflète le rôle de tribune pour nos partenaires militants du journal autant qu'il constitue une vitrine de l'association. Ce périodique délivre, en effet, des informations sur les jeunes défenseurs et défenseuses et leurs activités, ainsi que des analyses sur l'actualité internationale des droits fondamentaux. En 2012, l'équipe de rédacteurs internationaux, composée de membres du réseau du Codap, a contribué systématiquement au contenu du journal, en définissant les orientations des dossiers thématiques. Echos Militants est diffusé à 2200 exemplaires, partout dans le monde.

Site Internet

Bien entendu, le site du Codap a été constamment mis à jour. Il offre à la fois une vitrine de l'organisation et de ses activités, ainsi qu'un espace interactif dédié aux jeunes défenseurs des droits fondamentaux et une riche base documentaire sur les droits fondamentaux.

Au niveau local

Un espace de discussion organisé par les jeunes, pour les jeunes, ouvert et le moins formel possible, pour donner envie aux jeunes de discuter avec des experts souhaitant mettre à leur portée des problématiques diverses, toutes aussi ardues et intéressantes les unes que les autres afin de donner aux jeunes un

espace d'échange et de rencontres: telle est la définition du concept des Cafés des Libertés.

Quatre Cafés ont été organisés en 2012, avec un succès certain à chaque rencontre :

- « Roms, entre ici et là-bas ? Politiques et migrations entre Roumanie, France et Suisse », le 29 mars 2012 au Café Gavroche.
- « Cyberactivisme et droits humains : quelles opportunités et quels risques ? » le 12 avril 2012, dans le cadre du CFB 2012, au Café des Volontaires.
- « Parents homos et parents hétéros : mêmes devoirs mais des droits différents ? », le 24 avril 2012 au Café Gavroche.
- « Échec de la négociation du traité international du commerce des armes : quelles conséquences pour les droits humains ? », le 11 octobre 2012, au Café Métis.

Une perspective qu'il nous est encore difficile à développer est d'organiser des Cafés des Libertés en dehors de Genève. Gageons que 2013 nous le permettra !

Sensibilisation et mobilisation des jeunes en formation

Post Tenebras: Action!

Le programme « Post Tenebras: Action » vise à faire réfléchir les élèves du postobligatoire II sur des problématiques de discriminations locales et actuelles, relatives notamment au domaine des migrations, de l'homophobie, de la précarité, du handicap, de l'égalité homme-femme, par le biais de rencontres avec le milieu associatif et les services officiels de l'État de Genève, suivi de la mise en place de micro-projets citoyens en lien avec ces problématiques.

Sur l'année scolaire 2011-2012, le programme de mobilisation a touché directement plus de 300 élèves au sein des classes. Une quarantaine de projets a été mis en place par les élèves. Par exemple:

- Parution d'une article sur la discrimination raciale à l'entrée d'une boîte de nuit issue d'une réflexion et recherche sur la discrimination raciale à l'entrée d'une célèbre boîte de nuit genevoise. Le projet a compris une phase de testing, un sondage dans l'école, une prise de contact avec le directeur dudit établissement et un communiqué de presse.
- Travail sur les préjugés entre les jeunes et les personnes âgées par des élèves du Centre de la Transition professionnelle: animation de séances de « culture jeune », création d'un graffiti commun.

- Information sur le droit à l'avortement: création et exécution d'une scène de théâtre de rue pour informer l'initiative fédérale visant à supprimer le remboursement de l'avortement par l'assurance de base.

Parmi les projets d'élèves, nombre d'entre eux ont touché un large public, soit au sein des établissement scolaires, soit en dehors, avec notamment :

- L'organisation d'une soirée en collaboration avec des Mineurs requérants d'asile et la Barakason (maison de quartier de Thônex).
- Un projet de sensibilisation aux difficultés rencontrées par les personnes en fauteuil roulant devant une école de culture générale: montage et animation du parcours ludique de l'association AGIS, qui permet aux personnes valides de s'asseoir dans un fauteuil et de vivre concrètement les obstacles rencontrés sur l'espace public.

Enfin, la diffusion et la promotion des initiatives des élèves se sont faites par trois canaux distincts, à savoir le blog interactif PTA, une exposition de tous les projets d'élèves de l'ECG Jean-Piaget et différentes vidéo mettant en valeur lesdites initiatives, postées sur youtube et diffusées par les élèves via les réseaux sociaux.

En septembre 2012, ce programme a reçu le Prix des Droits humains du journal « Le Courrier », décerné tous les deux ans à une association s'étant distinguée pour son travail en faveur des droits humains.

Repris par la Direction générale de l'Enseignement postobligatoire, le programme PTA ne sera plus l'un des axes de travail du CODAP l'an prochain, même si des collaborations ponctuelles avec le Département de l'Instruction publique restent envisageables.

Vie du Codap et activités d'auto-financement

Après une année 2011 difficile en terme de gestion, l'année 2012 aura été marquée par une consolidation des activités du Codap tant sur le point de vue comptable que sur celui du développement des partenariats. En outre, le Comité se félicite de l'intégration de nouveaux jeunes membres actifs au sein de toutes les équipes de travail du Codap.

Le Codap a organisé pour la première fois un loto à la salle des Asters le dimanche 30 septembre 2012, qui a permis de dégager un bénéfice d'environ 7000 CHF.

De plus, le Codap a eu l'heureuse surprise d'être choisie comme association bénéficiaire d'une vente aux enchères d'oeuvres d'art produites dans le cadre de la performance *Human Writes* de la Forsythe Company sur le thème de la

Déclaration universelle des droits de l'homme. Le Codap remercie chaleureusement Messieurs André Klopmann, Secrétaire-adjoint chargé des activités générales et internationales au Service du protocole de l'Etat de Genève, et Emmanuel Bichet, Conseiller aux droits de l'homme de la Mission permanente de la Suisse auprès de l'ONU, d'avoir porté leur choix sur notre association pour cet événement organisé en l'honneur des dix ans de l'adhésion de la Suisse aux Nations Unies.

Les organes

Les organes du Codap sont l'Assemblée générale, le Bureau, le Comité, le Conseil et les Équipes.

L'Assemblée générale

L'assemblée générale ordinaire s'est tenue le 27 mars 2012 à la Maison des Associations, à Genève.

Nous avons également tenu une Assemblée générale extraordinaire le 16 novembre 2012 en nos locaux, afin de pallier à une démission pour cause de départ à l'étranger de l'un des membres du Bureau.

Le Bureau

Fin 2012, cet organe, gérant les affaires courantes de l'association, était composé de :

Alina Calmac, *Présidente*

Carole Despont, *Secrétaire*

Arnaud Schmid, *Trésorier*

Les Equipes et les membres

L'ensemble des activités du Codap est assuré par des équipes de bénévoles. Ce fonctionnement permet à notre structure de bénéficier des multiples compétences et savoir-faire de ses membres. L'ensemble des membres actifs du Codap sont des militants aguerris des droits fondamentaux et leur expérience permet d'apporter de l'appui et des conseils appropriés aux jeunes défenseurs des droits de l'Homme.

En 2012, 16 équipes de bénévoles ont été actives, représentant plus de 30 membres actifs.

Le Conseil

Le Conseil est composé d'experts qui suivent les activités de l'organisation et proposent des orientations. Il n'y a pas de réunion formelle du Conseil, mais l'ensemble de ses membres est constamment à disposition des membres d'équipes et de la permanence.

La Permanence

La Permanence a la charge d'appuyer les équipes de bénévoles dans toutes les activités du Codap et de garantir son fonctionnement administratif.

2012 aura été l'année durant laquelle la permanence nouvelle formule aura su trouver son rythme de croisière. Au premier janvier, celle-ci était composée d'un Coordinateur international en la personne de Jean Willemin, d'un Coordinateur national, administratif et financier, Selim Neffah, et d'une Coordinatrice PTA, Géraldine Puig.

Remerciements

Bénévoles et soutiens individuels

Grâce à tous les bénévoles qui s'investissent au Codap, l'aventure du soutien des jeunes défenseurs et défenseuses des droits fondamentaux perdure depuis 26 ans. Un grand merci à toutes et tous pour votre disponibilité et votre engagement. Par ailleurs, de nombreuses personnes soutiennent nos activités en nous donnant de leur temps ou en soutenant les jeunes dans des instances politiques ou administratives. Tous nos remerciements vont à ces personnes, souvent discrètes, et pourtant incroyablement efficaces.

Partenaires financiers

Grâce à ses partenaires financiers, le Codap peut poursuivre ses activités régulièrement. Nous tenons à remercier chaleureusement pour leur soutien en 2012:

- L'Office Fédéral des Assurances Sociales
- Le Service de la solidarité internationale de l'Etat de Genève
- Le Département de l'Instruction Publique de l'Etat de Genève
- Le Bureau d'Intégration des Etrangers de l'Etat de Genève
- Le Fonds Jeunesse de l'Etat de Genève
- La Loterie Romande
- La Ville de Genève
- La Commune de Plan-les-Ouates
- La Ville de Carouge
- La Commune de Puplinge

- Le Groupe de liaison genevois des associations de jeunesse
- Amnesty International - Section Suisse
- La Fondation pour la défense des droits de l'Homme, Veytaux

Et toutes les personnes qui nous soutiennent financièrement par leurs dons.

codapooo

Rue Liotard 5
CH - 1202 Genève

tél + 41 22 735 93 94
fax + 41 22 345 02 46

codap@codap.org
www.codap.org
skype: codap_ge